

Éthiopie : activités politiques en exil, surveillance étatique, développements récents

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 26 septembre 2018

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail : info@osar.ch
Internet : www.osar.ch
CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français et en allemand

COPYRIGHT

© 2018 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Développements récents	4
2.1	Réformes.....	5
2.2	Troubles intérieurs.....	6
3	Surveillance de la diaspora	7
4	Retour	9
5	Conditions de détention	10

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Une demande a été adressée l'analyse-pays de l'OSAR. Elle porte sur les questions suivantes :

1. **Au vu de la situation politique observée actuellement à l'intérieur de l'Éthiopie**, des citoyen-ne-s éthiopien-n-e-s sont-ils ou elles menacé-e-s de mauvais traitements physiques ou psychiques de la part de l'État ou d'une détention d'une durée spécifique ou indéterminée à leur retour en Éthiopie, uniquement parce qu'ils ou elles sont **(de simples) membres** d'une organisation active sur le plan politique en Allemagne ou d'une organisation proche de celles que le gouvernement éthiopien considère comme terroristes, sans y occuper un poste important ?
2. Sait-on si et comment les autorités éthiopiennes observent les organisations politiques exilées en Allemagne et/ou les activités menées pour le compte de ces organisations ? Faut-il s'attendre à ce que l'appartenance à une organisation et/ou les activités de soutien de certaines personnes soient connues du gouvernement éthiopien ?
3. A-t-on connaissance du fait que des Éthiopien-ne-s ont été arrêtés ou maltraités par les autorités éthiopiennes à leur retour en raison des activités politiques qu'ils ou elles ont mené lors de leur exil en Allemagne ou dans un autre pays européen ?
4. Quelles sont les conditions de détention en Éthiopie pour les personnes emprisonnées à cause de leurs convictions politiques ou parce qu'elles sont soupçonnées de soutenir une organisation considérée comme terroriste ou proche d'une telle mouvance ?
5. La loi éthiopienne interdit-elle la torture et d'autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants ? Si oui, y a-t-il des informations attestant que ces interdictions ne sont pas respectées ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Éthiopie depuis plusieurs années.^[1] Voici les réponses qu'elle apporte aux questions ci-dessus sur la base de ses propres recherches, ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes.

2 Développements récents

L'Éthiopie se trouve en plein bouleversement depuis l'entrée en fonction du premier ministre *Abiy Ahmed* en avril 2018. À l'heure actuelle, il est difficile d'évaluer dans quelle mesure cela influence les conditions de détention et le traitement des opposants politiques et des personnes qui mènent des activités politiques en exil.

[1] www.osar.ch/pays-dorigine.html.

2.1 Réformes

Le nouveau premier ministre biffe l'ONLF, l'OLF et Ginbot 7 de la liste des organisations terroristes. Les manifestations contre le gouvernement qui ont éclaté voici trois ans ont abouti en février 2018 au retrait de l'ancien premier ministre *Hailemariam Desalegn*¹. Son successeur *Abiy Ahmed* est le premier membre des Oromos à occuper la fonction de premier ministre. Les Oromos constituent le plus grand groupe ethnique d'Éthiopie. Pendant des décennies, ils se sont opposés à leur marginalisation économique, culturelle et politique.² Depuis son entrée en fonction, *Abiy Ahmed* a mis en œuvre une série de réformes : selon *Human Rights Watch* (HRW) des milliers de prisonniers politiques ont été libérés, l'établissement pénitentiaire de Makelawi, connu comme lieu de torture et de traitements inhumains, a été fermé et des sites Internet auparavant bloqués ont été rendus accessibles.³ L'accord de paix négocié cet été entre l'Éthiopie et l'Érythrée semble avoir mis fin à l'état « No-War, No-Peace » qui a duré près de 20 ans.⁴ *Reuters* rapporte que la coalition gouvernementale éthiopienne a entamé des négociations avec des groupes d'opposition, afin de modifier les dispositions de la loi antiterroriste entrée en vigueur depuis 2009.⁵ *Africa News* et *Al-Jazeera* s'entendent sur le fait que le Parlement éthiopien a approuvé la proposition du gouvernement et que l'*Ogaden Liberation National Liberation Front* (ONLF), l'*Oromo Liberation Front* (OLF) et *Ginbot 7* ont été biffés de la liste des organisations terroristes. Selon *Africa News*, les chefs de file de *Ginbot 7*, de l'OLF et de l'ONLF ont fait connaître leur intention de renoncer désormais aux opérations armées et de se cantonner à une « lutte pacifique » après les réformes annoncées par *Abiy Ahmed*.⁶

Amnisties pour les chefs de file de *Ginbot 7* et de l'ONLF jugés coupables de crimes « terroristes ». Le 14 août 2018, lors d'un entretien téléphonique, une *personne experte de l'Éthiopie* a communiqué à l'OSAR qu'une loi d'amnistie civile et militaire avait été édictée. Cette loi octroie l'impunité pour les crimes politiques commis jusqu'au 8 juin 2018, y compris la désertion de l'armée.⁷ Selon des portails d'information, le chef de l'opposition *Andargache Tsigie* a ainsi été relâché. Il avait été condamné à mort en 2009 pour son rôle dans le groupe *Ginbot 7* considéré encore voici peu comme une organisation terroriste. Le gouvernement a

¹ Reuters, Ethiopian government and opposition start talks on amending anti-terrorism law, 30 mai 2018: <https://uk.reuters.com/article/uk-ethiopia-politics/ethiopian-government-and-opposition-start-talks-on-amending-anti-terrorism-law-idUKKCN1IV1RL>.

² OSAR, Oromo, Éthiopie: Oromo, système de surveillance étatique, 26 avril 2018: www.fluechtling-shilfe.ch/assets/herkunftslander/afrika/athiopien/180426-eth-romos-opposition.pdf; The Guardian, 'These changes are unprecedented': how Abiy is upending Ethiopian politics, 8 juillet 2018: www.theguardian.com/world/2018/jul/08/abiy-ahmed-upending-ethiopian-politics.

³ Human Rights Watch, Task of Ethiopia's New Leader: End Torture, 30 juillet 2018: www.hrw.org/news/2018/07/30/task-ethiopias-new-leader-end-torture.

⁴ The Guardian, These changes are unprecedented: how Abiy is upending Ethiopian politics, 8 juillet 2018: www.theguardian.com/world/2018/jul/08/abiy-ahmed-upending-ethiopian-politics.

⁵ Reuters, Ethiopian government and opposition start talks on amending anti-terrorism law, 30 mai 2018: <https://uk.reuters.com/article/uk-ethiopia-politics/ethiopian-government-and-opposition-start-talks-on-amending-anti-terrorism-law-idUKKCN1IV1RL>.

⁶ Africa News, Ethiopia removes 'terrorist' label from OLF, ONLF and Ginbot 7 opposition groups, 5 juillet 2018: www.africanews.com/2018/07/05/ethiopia-removes-terrorist-label-from-olf-onlf-and-ginbot-7-opposition-groups/; Al-Jazeera, Ethiopia removes OLF, ONLF and Ginbot 7 from terror list, 30 juin 2018: www.aljazeera.com/news/2018/06/ethiopia-olf-onlf-ginbot-7-terror-list-180630110501697.html.

⁷ Renseignement communiqué par téléphone par une personne de contact experte de l'Éthiopie le 14 août 2018.

en outre gracié *Berhane Nega*, chef de *Ginbot 7* qui avait également été précédemment condamné à mort.⁸ Le commandant de l'ONLF, *Abdikarim Muse Qalbi Dhagah*, a lui aussi été relâché.⁹

Des analystes réclament des réformes en profondeur. D'après la chaîne de télévision *Al-Jazeera* (30 juin 2018), des analystes saluent les mesures prises par le gouvernement éthiopien. Le directeur de programme d'*Amani Africa, Media and Research Services, Hallelujah Lulie*, estime que pour que ces mesures soient effectives, le gouvernement doit maintenant remanier la législation restrictive, notamment la loi antiterroriste, et réformer les structures des forces de sécurité, le système judiciaire et la commission électorale. Après les réformes annoncées, *Maria Burnett* de HRW réclame qu'*Abiy Ahmed* mette maintenant fin à l'impunité des auteurs de graves violations des droits humains, en particulier la torture qui reste très répandue.¹⁰

2.2 Troubles intérieurs

Des conflits ethno-religieux à l'est (régions d'Oromia et de Somali) et au sud du pays provoquent actuellement d'importants flux de personnes déplacées. Les rapports que HRW et *Amnesty International* (AI) ont récemment publiés signalent d'énormes tensions entre les groupes ethniques et religieux dans le pays. Les organisations de défense des droits humains dénoncent des affaires de meurtre à motivation ethnique et religieuse dans les régions éthiopiennes d'Oromia et de Somali. À Jijiga, la capitale de la région Somali, le groupe de jeunes Heego, loyal à l'ancien président de la région Somali *Abdi Illey*, et la police paramilitaire Liyu ont commis début août des attentats qui ont coûté la vie à plusieurs personnes. L'Église orthodoxe éthiopienne a déclaré que huit de ses églises avaient été incendiées et que plus de 15 personnes avaient été tuées, dont sept prêtres. Selon des rapports, des centaines de personnes se sont réfugiées dans un édifice ecclésiastique suite à la destruction de leurs maisons. La *Commission éthiopienne des droits humains* a déclaré que son bureau à Jijiga avait été attaqué et incendié et que des collaborateurs avaient été battus. Des fonctionnaires sont d'avis que les attaquants tentent de stopper les récentes enquêtes de la commission sur les violations des droits humains dans la région. Selon des rapports, la police Liyu a tué 41 personnes et en a blessé 20 autres à Eastern Hararege quelques jours auparavant.¹¹

⁸ Al-Jazeera, Ethiopia removes OLF, ONLF and Ginbot 7 from terror list, 30 juin 2018: www.aljazeera.com/news/2018/06/ethiopia-olf-onlf-ginbot-7-terror-list-180630110501697.html; Reuters, Ethiopian government and opposition start talks on amending anti-terrorism law, 30 mai 2018: <https://uk.reuters.com/article/uk-ethiopia-politics/ethiopian-government-and-opposition-start-talks-on-amending-anti-terrorism-law-idUKKCN11V1RL>; The Guardian, These changes are unprecedented: how Abiy is upending Ethiopian politics, 8 juillet 2018: www.theguardian.com/world/2018/jul/08/abiy-ahmed-upending-ethiopian-politics.

⁹ Africa News, Ethiopia removes 'terrorist' label from OLF, ONLF and Ginbot 7 opposition groups, 5 juillet 2018: www.africanews.com/2018/07/05/ethiopia-removes-terrorist-label-from-olf-onlf-and-ginbot-7-opposition-groups/.

¹⁰ Human Rights Watch, Task of Ethiopia's New Leader: End Torture, 30 juillet 2018: www.hrw.org/news/2018/07/30/task-ethiopias-new-leader-end-torture.

¹¹ Human Rights Watch, Ethiopia Violence A Concern Despite Reform Promises, 15 août 2018: www.hrw.org/news/2018/08/15/ethiopia-violence-concern-despite-reform-promises; Amnesty International, Ethiopia: Investigate police conduct after deaths of five people protesting ethnic clashes, 17 septembre 2018: www.ecoi.net/en/document/1443485.html.

Dans le Sud, la violence ethnique provoque des morts et de larges mouvements de population à l'intérieur du pays, ainsi que des arrestations pour « déclenchement de nouvelles violences ». D'après HRW, au moins 15 personnes ont également été tuées en août dans d'autres régions du pays – dans les villes de Dire Dawa, Shashemene, Tape Town et Adama City – par une justice populaire à motivation ethnique et lors d'insurrections.¹² *Al-Jazeera* rapporte que les tensions ethniques qui régnaient depuis longtemps se sont déchargées sous forme de violences après l'entrée en fonction d'*Abyi Ahmed*. D'après les indications du CICR, près d'un million d'Éthiopien-ne-s ont fui la violence locale : les combats entre les membres des groupes Oromo et Gedeo dans la région de la frontière entre Gedeo et West Guji provoquent notamment une nouvelle crise de déplacés internes en Éthiopie.¹³ D'après *The Vanguard*, le gouvernement éthiopien a arrêté plus de 800 personnes accusées d'avoir « provoqué un regain de violence ». Le porte-parole de la région Oromia parle de 500 personnes arrêtées parce qu'elles étaient soupçonnées d'avoir commis des meurtres, envahi illégalement des terres, bouté le feu à des plantations de café et dressé des barricades. D'après les indications des autorités régionales, environ 300 personnes ont été arrêtées dans la « Région des nations, nationalités et peuples du Sud » pour incitation à la violence. La cause exacte du conflit n'est pas claire, écrit *The Vanguard* : dans le passé, les revendications de réformes politiques et d'inclusion ethnique ont régulièrement entraîné des troubles.¹⁴

Violence et arrestations de masse à Addis Abeba et « camps de réhabilitation » pour détenus. Lors d'une manifestation organisée le 15 septembre 2018 pour protester contre l'inactivité du gouvernement par rapport aux affrontements à caractère ethnique dans l'ensemble du pays, la police a violemment dispersé les manifestant-e-s et tiré sur cinq personnes, selon AI. D'après la BBC, 28 personnes ont trouvé la mort lors de ces affrontements. Plus de 3 000 jeunes ont été arrêtés au cours du week-end qui a suivi, dont 1 200 à cause de leur participation à la manifestation susmentionnée contre la violence ethnique ; ils ont été envoyés au camp militaire de Tolay dans le sud-ouest de l'Éthiopie pour « réhabilitation ».¹⁵

3 Surveillance de la diaspora

La loi antiterroriste criminalise les activités de l'opposition politique et sert de base légale pour justifier la surveillance des citoyen-ne-s éthiopiens. La loi antiterroriste de 2009 a jusqu'à présent fourni la base légale pour criminaliser la dissidence politique et légitimer la surveillance en cas de soupçon de terrorisme. Selon des organisations non gouvernementales, la définition très large du terrorisme est appliquée arbitrairement aux personnes qui s'opposent d'une manière ou d'une autre à la politique gouvernementale et permet de les

¹² Human Rights Watch, Ethiopia Violence A Concern Despite Reform Promises, 15 août 2018: www.hrw.org/news/2018/08/15/ethiopia-violence-concern-despite-reform-promises.

¹³ Al-Jazeera, Nearly one million displaced in Ethiopia ethnic violence, 25 août 2018: www.aljazeera.com/news/2018/08/million-displaced-ethiopia-ethnic-violence-180825130344133.html.

¹⁴ The Vanguard, 800 people arrested in Ethiopia amid fresh regional violence, 23 août 2018: www.vanguardngr.com/2018/08/800-people-arrested-in-ethiopia-amid-fresh-regional-violence/.

¹⁵ Amnesty International, Ethiopia: Investigate police conduct after deaths of five people protesting ethnic clashes, 17 septembre 2018: www.ecoi.net/en/document/1443485.html; BBC News, Ethiopia detains 1,200 after deadly Addis Ababa clashes, 25 septembre 2018: www.bbc.co.uk/news/world-africa-45638856.

arrêter malgré l'absence de preuves.¹⁶ D'après les indications d'une *personne de contact*, les activités politiques en exil sont aussi réprimées sur la base de la loi antiterroriste.¹⁷

Surveillance extensive et systématique des citoyens par le NISS. Dans un rapport publié le 26 avril 2018 qui se fonde sur d'autres rapports publiquement accessibles de HRW, de l'*US Department of State* (USDOS) et de l'*Immigration and Refugee Board of Canada* (IRB), l'OSAR a relayé des informations fournies par des personnes de contact au sujet de la surveillance étatique : le « National Intelligence and Security Service » (NISS) a la compétence d'examiner les menaces « contre les activités de croissance et de développement nationaux » et de collecter des informations sur les crimes graves, ainsi que sur les activités terroristes. En tant que branche relativement nouvelle de l'appareil de sécurité éthiopien, l'« Information Network Security Agency » (INSA) prend de plus en plus d'importance ; elle joue un rôle important dans la surveillance d'Internet et le filtrage des sites, en étroite collaboration avec *Ethio Telecom* qui détient le monopole public des communications. Ces dernières années, le NISS a été considérablement étendu ; il gère une volumineuse base de données répertoriant toutes les personnes qui sont entrées un jour en contact avec les autorités éthiopiennes en charge de la sécurité. Cette base de données ne contient pas que des dossiers sur les membres réels ou présumés de l'opposition armée et illégale, mais aussi des fiches sur les membres de l'opposition légale. Il faut partir du principe que toutes les personnes qui ont été accusées à tort ou à raison de mener des activités politiques d'opposition ont un dossier au service secret et que ce dossier est mis à jour dès que de nouvelles informations arrivent.¹⁸

Étroite surveillance de la diaspora éthiopienne par l'infiltration et la surveillance des activités sur Internet. Dans une recherche rapide d'avril 2018, l'OSAR se réfère à l'avis d'un expert selon qui le budget pour le département étranger du service secret éthiopien a été continuellement revu à la hausse depuis 1991 : il aurait triplé entre 2001 et 2013. Selon cette source, la diaspora est surveillée par de nombreux collaborateurs, notamment par infiltration et contrôle des transactions financières. Des membres du service secret étranger participent aux manifestations publiques afin d'observer les opposants et surveillent ce qu'ils postent sur les réseaux sociaux.¹⁹ Le service secret éthiopien utilise également des logiciels espions qui lui permettent de suivre toutes les activités effectuées sur un ordinateur, de lire les courriels, de voir les mots de passe et d'accéder aux informations et données enregistrées.²⁰ D'après un rapport de l'OSAR daté d'avril 2018, les services secrets transmettent les informations collectées à l'étranger à la centrale en Éthiopie qui met à jour la base de données.²¹ Pour la

¹⁶ Amnesty International, Überwachung von politischem Engagement innerhalb und außerhalb Äthiopiens, Repressionen und Rückkehrgefährdung, 2 mai 2018: www.ecoi.net/en/file/local/1434110/6_1528121373_2018-6-amnesty-aethiopien-ueberwachung-repressionen-rueckkehrgefaehrdung-02052018.pdf; Human Rights Watch, An Analysis of Ethiopia's Draft Anti-Terrorism Law, 1er juillet 2009: www.hrw.org/sites/default/files/related_material/Ethiopia%20CT%20Law%20Analysis%20June%202009_2.pdf.

¹⁷ Renseignement écrit d'une personne de contact experte de l'Éthiopie, le 24 mars 2018.

¹⁸ OSAR, Éthiopie: Oromo, système de surveillance étatique, 26 avril 2018: <https://www.osar.ch/assets/herkunftslaender/afrika/athiopien/180426-eth-oromos-opposition-f.pdf>.

¹⁹ OSAR, Éthiopie: Oromo, système de surveillance étatique, 26 avril 2018: <https://www.osar.ch/assets/herkunftslaender/afrika/athiopien/180426-eth-oromos-opposition-f.pdf>.

²⁰ Amnesty International, Überwachung von politischem Engagement innerhalb und außerhalb Äthiopiens, Repressionen und Rückkehrgefährdung, 2 mai 2018: www.ecoi.net/en/file/local/1434110/6_1528121373_2018-6-amnesty-aethiopien-ueberwachung-repressionen-rueckkehrgefaehrdung-02052018.pdf; Human Rights Watch, «They Know Everything We Do»; Telecom and Internet Surveillance in Ethiopia, 25 mars 2014: www.ecoi.net/en/file/local/1011720/1788_1395749437_ethiopia0314-forupload-0.pdf.

²¹ OSAR, Éthiopie: Oromo, système de surveillance étatique, 26 avril 2018: <https://www.osar.ch/assets/herkunftslaender/afrika/athiopien/180426-eth-oromos-opposition-f.pdf>.

surveillance exercée par le gouvernement, peu importe que les activités d'une personne et sa position au sein de l'organisation d'opposition soient exposées ou non car, en vertu de la loi antiterroriste, tous les membres et soutiens d'un groupement jugé terroriste doivent être sanctionnés.²² D'après la *personne de contact experte de l'Éthiopie*, cela concerne aussi les personnes qui s'expriment de manière positive au sujet des activités d'une de ces organisations interdites, que ce soit verbalement ou par écrit.²³ La même *personne de contact* écrit, en se référant à une personne haut placée dans le service de sécurité, que les membres des services secrets actifs à l'étranger ont l'ordre de continuer à surveiller la diaspora éthiopienne même après la légalisation de la plupart des partis d'opposition. D'après cette même source qui a travaillé au service de renseignement étranger jusqu'en 2017, il s'agit de déterminer par la surveillance si les membres de l'opposition mènent toujours une politique antigouvernementale à l'étranger, alors qu'au pays, les chefs de file des partis autrefois interdits font profil bas en public. Les services secrets doivent en outre surveiller si de nouveaux groupements d'opposition au gouvernement d'Abiy Ahmed se forment au sein de la diaspora.²⁴

4 Retour

Danger en cas de retour pour les opposant-e-s politiques et les requérant-e-s d'asile déboutés. D'après la *personne de contact experte de l'Éthiopie*, il est impossible pour les Éthiopiens-ne-s de revenir au pays à l'insu des autorités éthiopiennes. Le simple fait de demander un passeport valable ou d'autres documents de voyage attire l'attention du NISS sur la personne de retour, étant donné que ces demandes sont transmises au bureau du NISS à Addis Abeba. Si elles sont documentées, les activités politiques d'une personne en exil seront découvertes pendant le contrôle de sécurité et sanctionnées par l'emprisonnement en vertu de la loi antiterroriste.²⁵ Selon AI, il se peut que des membres de groupes considérés comme terroristes soient arrêtés et maltraités à leur retour en Éthiopie. AI cite des exemples de personnes qui ont été recherchées à cause de leurs activités politiques et renvoyées en Éthiopie depuis des pays africains voisins entre 2012 et 2016. L'organisation de défense des droits humains rapporte que ces personnes ont été arrêtées et torturées à leur retour et qu'elles n'ont pas eu accès à un procès équitable.²⁶ En se référant à un analyste travaillant chez HRW, l'IRB écrit que les dissident-e-s risquent fort d'être arrêté-e-s à leur retour en Éthiopie, de même que les requérant-e-s d'asile déboutés. Il semble que les personnes les plus en vue soient parfois un peu mieux traitées.²⁷ La personne de contact experte de l'Éthiopie signale aussi à l'OSAR que les personnes qui retournent au pays doivent s'attendre à

²² Renseignement écrit d'une personne de contact experte de l'Éthiopie, le 24 mars 2018; Human Rights Watch, An Analysis of Ethiopia's Draft Anti-Terrorism Law, 1er juillet 2009: www.hrw.org/sites/default/files/related_material/Ethiopia%20CT%20Law%20Analysis%20June%202009_2.pdf.

²³ Renseignement écrit d'une personne de contact experte de l'Éthiopie, le 24 mars 2018.

²⁴ Renseignement écrit d'une personne de contact experte de l'Éthiopie, le 24 septembre 2018.

²⁵ Renseignement écrit d'une personne de contact experte de l'Éthiopie, le 24 mars 2018.

²⁶ Amnesty International, Überwachung von politischem Engagement innerhalb und außerhalb Äthiopiens, Repressionen und Rückkehrgefährdung, 2 mai 2018: www.ecoi.net/en/file/local/1434110/6_1528121373_2018-6-amnesty-aethiopien-ueberwachung-repressionen-rueckkehrgefaehrdung-02052018.pdf.

²⁷ Immigration and Refugee Board of Canada, Ethiopia: Information on the ability of the Ethiopian government to monitor and censor Ethiopian dissidents living in Canada, including scope and type of surveillance, and technology used; treatment of returning dissidents from Canada, including whether particular profiles face greater risks upon return (2014-January 2017), 2 février 2017: www.ecoi.net/en/document/1423401.html.

une assez longue peine d'emprisonnement dans des conditions inhumaines et à des interrogatoires soutenus. Comme l'arbitraire est largement de mise parmi les forces de sécurité éthiopiennes, il est difficile de prévoir ce qu'il y a concrètement lieu de craindre en cas de retour.²⁸

5 Conditions de détention

Torture, traitements inhumains et violence sexuelle très répandues dans les prisons en Éthiopie. Bien que la Constitution éthiopienne interdise la torture, de nombreux rapports prouvent que cette pratique est très répandue en Éthiopie.²⁹ Selon HRW, le personnel de sécurité éthiopien, y compris les forces de sécurité et les agents des services secrets en civil, la police fédérale, la police spéciale et les militaires, torturent des prisonniers politiques dans les centres de détention officiels et secrets pour leur extorquer des aveux ou les contraindre à divulguer des informations.³⁰ L'USDOS mentionne à ce propos que les personnes arrêtées pendant l'état d'urgence ont été maltraitées avec des électrochocs, suspendues par les pieds ou trempées dans des matières fécales lors des interrogatoires.³¹ Beaucoup de femmes ont été victimes au cours de leur détention de viols ou d'abus sexuels infligés par des membres des forces de sécurité.³² Le rapport de HRW publié en juillet 2018 sous le titre « We Are Like Dead » documente les atroces tortures pratiquées dans la prison d'Ogaden située dans la région de Somali : elles incluent des coups, l'isolement cellulaire, des positions de stress, des viols, des heures d'exposition au soleil ou le fait de rouler les victimes dans des cendres brûlantes. Beaucoup d'anciens détenu-e-s de la prison d'Ogaden disent avoir vu des codétenus mourir de faim ou succomber aux blessures causées par les tortures.³³

Mauvaises conditions de détention, naissances en prison. Selon plusieurs sources, les conditions de détention sont très dures et peuvent parfois entraîner la mort des détenus. La très forte surpopulation carcérale et l'insuffisance des soins médicaux, ainsi que de l'approvisionnement en eau et en nourriture, de même que les installations sanitaires défectueuses, figurent parmi les principaux problèmes.³⁴ Dans le cas de la prison Ogaden, HRW décrit que

²⁸ Renseignement écrit d'une personne de contact experte de l'Éthiopie, le 24 septembre 2018.

²⁹ US Department of State, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Ethiopia, 20 avril 2018: www.ecoi.net/en/document/1430108.html; Human Rights Watch, «We are Like the Dead»; Torture and other Human Rights Abuses in Jail Ogaden, Somali Regional State, Ethiopia, juillet 2018: www.ecoi.net/en/file/local/1437376/1476_1530828139_ethiopia0718-web.pdf; Amnesty International, Amnesty International Report 2017/18 - The State of the World's Human Rights - Ethiopia, 22 février 2018: www.ecoi.net/en/document/1425020.html; Amnesty International, Because I am Oromo: Sweeping repression in the Oromia region of Ethiopia, 28 octobre 2014: www.ecoi.net/en/file/local/1107775/4543_1437548477_afr250062014en.pdf; Human Rights Watch, World Report 2018 - Ethiopia, 18 janvier 2018: www.ecoi.net/en/document/1422423.html.

³⁰ Human Rights Watch, World Report 2018 - Ethiopia, 18 janvier 2018: www.ecoi.net/en/document/1422423.html.

³¹ US Department of State, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Ethiopia, 20 avril 2018: www.ecoi.net/en/document/1430108.html.

³² Human Rights Watch, World Report 2018 - Ethiopia, 18 janvier 2018: www.ecoi.net/en/document/1422423.html.

³³ Human Rights Watch, «We are Like the Dead»; Torture and other Human Rights Abuses in Jail Ogaden, Somali Regional State, Ethiopia, juillet 2018, p. 29-44: www.ecoi.net/en/file/local/1437376/1476_1530828139_ethiopia0718-web.pdf.

³⁴ US Department of State, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Ethiopia, 20 avril 2018: www.ecoi.net/en/document/1430108.html; Amnesty International, Because I am Oromo: Sweeping repression

des détenues ont dû accoucher en cellule dans des conditions d'hygiène déplorables et sans l'aide de sages-femmes. Dans quelques cas seulement, des femmes ont pu aller accoucher dans une clinique en cas de complications médicales.³⁵

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Éthiopie ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous www.osar.ch/pays-dorigine.

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.

in the Oromia region of Ethiopia, 28 octobre 2014: www.ecoi.net/en/file/local/1107775/4543_1437548477_afr250062014en.pdf.

³⁵ Human Rights Watch, «We are Like the Dead»; Torture and other Human Rights Abuses in Jail Ogaden, Somali Regional State, Ethiopia, juillet 2018, p. 56: www.ecoi.net/en/file/local/1437376/1476_1530828139_ethiopia0718-web.pdf.